



Communiqué VISA 13

Dissolution de Génération Identitaire

OUI...MAIS !

Le 26 janvier dernier Gérald Darmanin a demandé à ses services du Ministère de l'Intérieur de réunir les éléments qui permettraient de proposer la dissolution de Génération identitaire (GI).

Cette demande fait suite à l'action menée par ce groupe d'extrême droite violent dans les Pyrénées. Agissant comme une milice, Génération identitaire a mené une opération de blocage aux alentours du col du Portillon, à la frontière entre la France et l'Espagne, opération que ce groupe avait déjà menée dans les Alpes à la frontière italienne déployant des banderoles affichant le message « *Frontière fermée. Vous ne ferez pas de l'Europe votre maison. Hors de question. Rentrez chez vous* ».

À la suite de cette opération, trois de ces membres (dont le président) avaient été condamnés en correctionnel, pour « activités exercées dans des conditions de nature à créer dans l'esprit du public une confusion avec l'exercice d'une fonction publique », puis relaxés en cour d'appel.

Le premier flic de France dit avoir été « *particulièrement scandalisé* » par les actions anti-migrants du groupe d'extrême droite dans les Pyrénées. Dénonçant le « *travail de sape de la République [mené par les] militants de Génération identitaire* », le Ministre de l'Intérieur a ainsi lancé la procédure qui doit déboucher sur la dissolution du groupe « *si les éléments sont réunis* » par la DGSJ et le Renseignement territorial.

OUI`

L'interdiction, la condamnation judiciaire, la dissolution de groupes fascistes est toujours une bonne nouvelle (cf 6 février 1934 et la dissolution des ligues fascistes), cela entrave leur capacité de nuire et met à mal leur discours nationaliste et xénophobe et prouve que leur existence n'a pas lieu d'être et menace la démocratie.

Il est à remarquer que sous la 5ème République les dissolutions de groupes (mouvements) politiques ont impliqué pour plus de la moitié (53%) des groupes d'extrême droite.

La violence inhérente à ces groupes, dirigée contre des individus en fonction de leur origine, leur couleur de peau, leur orientation sexuelle, leur engagement militant est caractéristique d'un régime fasciste !

MAIS

« *On ne dissout ni les hommes ni les idées, et les personnes peuvent toujours investir des structures existantes ou en créer de nouvelles* » (Hebdomadaire le Un du 27 janvier).

La dissolution n'a jamais permis d'éteindre, voire de diminuer l'idéologie que prône l'extrême droite. L'exemple de GI est emblématique car sa création découle de la dissolution d'Unité Radicale (UR) à la suite de l'attentat manqué en août 2002 contre Jacques Chirac alors Président de la République.

Cela a d'ailleurs permis aux cadres d'Unité Radicale d'adapter leur discours de façade : abandon des

références fascistes et de l'apologie de la violence, en prônant d'une part le rejet de l'immigration et de l'Islam et d'autre part l'exaltation de la fierté ethnique et culturelle que les Européens devraient retrouver.

Ce projet de dissolution est un moyen pour le gouvernement d'envoyer un signal vers l'électorat « républicain ». Si le gouvernement dissout un groupe ouvertement raciste, il ne faut pas être dupe, c'est dans l'optique d'un éventuel deuxième tour aux élections présidentielles entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen en 2022.

Par ailleurs, le projet de loi « sur la continuité de la république » d'abord appelé loi sur le séparatisme n'a pas intégré dans son champ d'application les groupes radicaux d'extrême droite, ce qui était pourtant recommandé par la commission d'enquête de l'Assemblée Nationale !

Enfin il est quand même assez cocasse de voir qu'un Ministre de l'intérieur qui a une politique des plus répressive envers les migrant.es et les groupes militant.es solidaires, a lui-même participé à la revue officielle (Politique Magazine) de l'Action Française, groupe inspiré par Charles Maurras et prônant la restauration nationale, souhaite dissoudre un mouvement qui est islamophobe, anti-migrant.es...

En conclusion, même si VISA 13 est favorable à cette dissolution, nous devons en souligner les limites dans une période où de plus en plus de personnes basculent vers les idées d'extrême droite et où le gouvernement, par ses politiques anti-sociales et répressives, ne fait que dérouler un tapis rouge au Rassemblement National (qui s'oppose bien évidemment à la dissolution de GI) et à ses satellites.

Seule une riposte sociale d'ampleur et unitaire pourra mettre un coup d'arrêt à la montée du fascisme !

VISA 13, le 16 février 2021